

Crise de l'extrême gauche italienne 1/ le document des 62

On ne peut pas comprendre les raisons de la crise qui traverse le PDUP, AO et leur processus d'unification, et encore plus le reste de la gauche révolutionnaire, si on l'isole des bouleversements qui affectent le mouvement ouvrier italien dans son ensemble.

Ces bouleversements trouvent leurs racines dans le niveau très avancé de l'affrontement politique et de classe au cours des deux dernières années. L'aggravation de la crise économique et la mise en cause du monopole démocrate-chrétien sur le pouvoir d'Etat font qu'il est aujourd'hui impossible pour la gauche de continuer à opérer comme force uniquement d'opposition et à mener des luttes qui, tout en ayant des implications politiques riches, ont un contenu exclusivement revendicatif. Cette situation lui impose des responsabilités de gouvernement, ce qui signifie prendre la direction du proces-

sus social et l'organisation du contrôle de masse sur ce processus.

C'est justement l'aggravation de la crise, sa dimension internationale, sa nature non seulement économique, mais également institutionnelle et morale, et la croissance dans ce contexte de mouvement de pointe et d'expériences anticapitalistes qui rendent impossible une alternative politique qui s'arrête — comme se proposait de le faire le compromis historique et c'est pourquoi il échoue — aux limites d'une modernisation du système et une démocratisation de l'Etat, sans remettre en cause les structures, les institutions et les valeurs du système.

D'autre part le conditionnement effectué par les grandes puissances, l'équilibre européen, la force et l'orientation des grands partis traditionnels, l'absence de point de référence crédible dans d'autres expériences révolutionnaires de pays capitalistes avancés, rendent impensable un schéma traditionnel de rupture du pouvoir bourgeois.

Ainsi, après de nombreuses années se pose de nouveau le rendez-vous tant de fois manqué : celui, de la révolution dans les pays capitalistes avancés.

Mais il se pose dans le cadre de rapports de forces modifiés, avec un grand patrimoine de luttes et d'organisations face à un adversaire divisé et dont l'hégémonie est en crise. La conquête et la gestion du pouvoir par le bloc social sous hégémonie ouvrière et le lancement d'un nouveau modèle de transition au socialisme sont à l'ordre du jour.

Les forces politiques du mouvement ouvrier sont contraintes, du fait même de leurs progrès, à découvrir leur jeu et à montrer comment faire face à la crise du pays et aux problèmes des masses. Voilà l'arrière-fond des difficultés actuelles, non seulement des nôtres, mais également de celles du Parti communiste et du Parti socialiste que leur longue évolution réformiste et la mise entre parenthèses du bloc social sous hégémonie ouvrière ont laissé sans stratégie valable, les affaiblissant et désarmant leur base. Mais ces échéances exigent également avec urgence une nouvelle ligne révolutionnaire. L'enjeu est soit un tournant historique, soit un repli durable. Négliger cette dimension de l'affrontement, ignorer que la partie est encore ouverte, lutter contre la ligne auto-destructrice des réformistes sans savoir apporter une réponse

globale, organique et de masse aux problèmes décisifs, non seulement amènerait à la défaite, mais stimulerait également la désagrégation de la gauche.

C'est là aussi qu'il faut chercher la racine de la crise du PDUP et AO. Au sein de ces deux organisations s'est développée la lutte entre deux lignes, ou plutôt entre une élaboration naissante mais qui n'a pas réussi à se transformer en pratique de masse et une ligne qui est à moitié exprimée, mais reflète et stimule des initiatives contradictoires. De là découlent l'incertitude et la confusion du débat, la paralysie des initiatives, l'oscillation des comportements, la crise d'identité, la baisse de la tension idéologique, l'exaspération des oppositions.

La ligne politique sur laquelle s'est développé le processus d'unification, surtout à partir du séminaire de Bellaria (séminaire des comités centraux des deux organisations au mois de septembre, NDLR), est la suivante :

a) la crise économique et politique continue de s'approfondir, malgré les tentatives de restructuration capitaliste :

b) vu la nature et la dimension internationale de la crise, une stabilisation du système exigerait un régime politique autoritaire et un modèle de développement économique (restauration des processus d'accumulation des années 1950) tout à fait incompatible avec les rapports de forces imposés par la classe ouvrière et la base même des organisations syndicales et des partis de gauche :

c) la maturation politique des mouvements de masse, comme le confirment les luttes ouvrières et étudiantes de ces derniers jours, offre encore un terrain favorable à une issue de la gauche à la crise :

d) cette alternative ne peut progresser qu'à travers, d'une part, la construction d'un mouvement de lutte capable de se faire porteur d'un programme d'ensemble d'intervention dans la crise économique en brisant la logique du système, et donc d'une « révolution culturelle » qui préfigure un cadre différent de rapports de valeurs et, d'autre part, un regroupement de gauche contraint de s'homogénéiser et de se rassembler autour d'un projet à long terme correspondant au développement du mouvement de masse ;

e) ces objectifs impliquent le renforcement non seulement

du syndicat de classe mais des nouveaux mouvements politiques de masse (des femmes, des étudiants, des jeunes, des chômeurs), organisées en structures permanentes de type consiliaire :

f) un tournant aussi radical non seulement de l'orientation des partis traditionnels mais également dans la pratique des organisations de masse, présuppose l'existence d'une force politique organisée et crédible qui, s'appuyant sur les potentialités du mouvement serait non seulement capable de la susciter, mais de se battre pour l'imposer :

g) cette force ne peut naître qu'à partir d'un saut qualitatif de la nouvelle gauche, si celle-ci sait surmonter, en faisant son autocritique, l'économisme et l'extrémisme, prenant une physionomie susceptible de modifier sa base, c'est-à-dire de conquérir les secteurs les plus mûrs du prolétariat qui sont restés jusqu'ici aux frontières de l'aire réformiste :

h) le rapport lutte-unité avec l'ensemble du mouvement ouvrier n'est donc pas une exigence tactique ni un principe abstrait, mais le choix d'une stratégie pour la période :

i) tout ceci est d'autant plus nécessaire, que, jamais comme aujourd'hui, la conquête du pouvoir en Occident apparaît impossible si elle ne s'appuie pas sur un large consensus et exclut certaines libertés (d'expression, d'association, de grève) qui ne représentent pas la globalité de la démocratie ouvrière mais sans lesquelles celle-ci dépérit et régresse.

La ligne qui, au contraire, continue à être pratiquée et qui s'exprime en opposition à la première, n'est pas à proprement parler une ligne extrémiste. Depuis longtemps l'extrémisme est en crise, justement parce qu'il n'est pas capable d'exprimer, sinon sous une forme délirante, une réponse au problème de la rupture et du pouvoir, qui pourtant semble en être l'objectif.

Il ne peut plus survivre qu'en tant que protestation radicalisée et endémique : légitime dans ses motivations immédiates, mais privée de perspective politique et risquant de dégénérer.

Chez nous, ce qui survit ou renaît à partir d'anciennes erreurs c'est plutôt une ligne maximaliste. Ligne dont les présupposés sont les suivants :

a) l'initiative capitaliste et la capitulation du PCI ont fait

progresser dans la crise un processus de stabilisation-répression :

b) pour une longue période, nous ne pouvons donc mener qu'une lutte d'opposition sociale, contre un cadre politique substantiellement homogène :

c) cette opposition, dans le mouvement, ne peut que se concentrer sur une défense rigide des positions acquises, en particulier salariales et, au maximum, s'étendre à des revendications de politique économique visant à garantir certains besoins et non à réorganiser la production sur des bases différentes :

d) une modification de la ligne politique du PCI est impensable avant une défaite et une division en son sein, parce que sa tradition et sa nature seraient homogènes avec son rôle actuel de gestion du système :

e) c'est surtout, sinon seulement, à partir de l'organisation d'une dure résistance ouvrière que peut naître une nouvelle force politique révolutionnaire qui se posera ensuite de façon traditionnelle la question de la prise du pouvoir :

f) le cadre privilégié de cette force doit donc être l'unité des révolutionnaires à partir de leur configuration actuelle, sans avoir le courage de mener une bataille politique qui permette d'en transformer et récupérer les cadres, les expériences dans un regroupement social plus large : en conséquence la construction du parti partirait essentiellement de l'agrégation indifférenciée et spontanée des « révolutionnaires » dans des structures de lutte autonome (les collectifs de Democrazia Proletaria), sans préciser la ligne de leur intervention, leur programme et l'éventail de leurs interlocuteurs. (...)

La responsabilité de la situation politique actuelle, contradictoire avec la combativité des masses, ne nous incombe certes pas. Elle est due essentiellement aux choix, anciens et récents, des principales forces politiques et syndicales. Mais comment nous y sommes-nous opposés ?

a) Sur le plan des luttes ouvrières, même la ligne volontairement modeste du congrès de Turin (congrès ouvrier des deux organisations en septembre dernier, NDLR) ne s'est pas transformée en action concrète. Avons-nous élaboré et fait respecté certains engagements à l'organisation syndicale, apportant une contribution sérieuse au mouvement ? Ou plutôt

avons-nous dénoncé certains compromis sans pouvoir s'y opposer ? Mais notre rôle spécifique visant à imposer des propositions et des initiatives afin que la résistance sur la question de l'échelle mobile ne cède pas devant le chantage de la crise est resté inopérant. Le discours sur la lutte ouvrière contre l'inflation (prix politiques, rationnement, etc.) ou sur la reconversion industrielle (lier les investissements à la création d'emplois, plans sectoriels pour construire une stratégie industrielle différente, contrôle ouvrier) ou sur la consommation collective (réforme sanitaire, logement) non seulement n'est pas devenu un axe de lutte, mais ne s'est même pas développé au niveau de l'élaboration, étant constamment contesté en notre sein.

b) La vague de lutte étudiante nous a trouvés totalement impréparés, bien qu'elle exprime la révolte d'un sujet social produit du développement et marginalisé par ce même développement, et dont nous avons prévu la croissance, le rôle et les potentialités ; bien qu'elle naisse sur le terrain que nous avions prévu du chômage intellectuel et de la nullité de l'actuelle scolarisation de masse ; et bien qu'elle démontre une tendance spontanée à la politisation qui échappe à la fois au PCI et à l'extrémisme. Pourquoi ? (...) Surtout parce que nous n'avons pas cru à la construction d'un mouvement unitaire, sous forme de conseils, lié aux organisations ouvrières sur la base de l'association unitaire qui devait construire cette structure. Nous avons laissé l'initiative à la FGCI (Jeunesse communiste) et donc à la déformation institutionnelle et au minimalisme des contenus qui l'ont menée à l'échec.

Ainsi, aujourd'hui, le mouvement éclate avec ses contradictions et s'oppose au PCI sans disposer de forces et de structures capables de l'orienter positivement, ni d'interlocuteurs capables de se mesurer avec lui au lieu de tenter de le chevaucher ou de l'abandonner. Les récents faits de l'université de Rome en sont la preuve la plus dramatique.

c) Le mouvement féministe, décisif pour construire dès maintenant une alternative nous a mis encore plus en difficulté, malgré le fait que, plus que d'autres, nous en avons compris la richesse. Ce n'est pas un hasard si une ligne encore économiste nous a freiné au moment du référendum sur le divorce. Par la suite nous avons souvent tenté de rattraper le

retard par une ligne opportuniste, qui reprenait du mouvement féministe seulement sa critique anti bureaucratique, certes importante, mais sans tenir compte de son message le plus riche (et encore moins en essayant de le traduire en terme de stratégie politique), à savoir la critique globale de la façon actuelle de produire, de consommer, de penser. Ainsi un affrontement politico-idéologique de la dimension de la lutte sur l'avortement, bien mené au niveau parlementaire, est demeuré dans les limites des droits démocratiques, d'une moralité individuelle et libertaire, d'une idéologie radicale, sans se transformer en débat de masse sur une nouvelle moralité communiste.

d) Sur le front idéologique, enfin, c'est-à-dire sur les grands thèmes de perspective remis à l'ordre du jour par les événements chinois et les dissidents des Pays de l'Est, au lieu d'imposer une réflexion sur l'échec de l'hypothèse krouchtchévienne, sur le rapport démocratie-socialisme, sur le totalitarisme comme aspect organique du capitalisme d'Etat, nous avons laissé l'initiative aux courants néo-libéraux et à une reprise du courant modéré. (...) (*Le document passe ensuite à la crise du processus d'unification et en donne une explication.*)

Nous avons sous-évalué, dès notre naissance, bien que pour des raisons et sous des formes différentes, la dimension de la crise du mouvement ouvrier international et de ses canons d'interprétation traditionnels par rapport aux caractéristiques du capitalisme contemporain et la réalité des expériences de la zone soviétique. Cette crise investissait également le mouvement ouvrier italien et sa composante dominante, le togliatisme. Son illusion gradualiste, son identification entre démocratie et socialisme, son acceptation acritique du développement des forces productives l'empêchait de comprendre la nature nouvelle de la crise et du mouvement, et lui faisait établir une séparation entre économique et politique, entre poussée revendicative et Etat, entre démocratie et hégémonie. C'est ce qui est arrivé avec la ligne du compromis historique et son application concrète.

Nous avons par contre surévalué la capacité des nouveaux sujets sociaux à s'unifier, à exprimer d'eux mêmes une théorie et une organisation alternatives. Cette potentialité était

assez grande (et apparemment spontanée) quand la lutte de masse avait comme arrière immédiat une gauche dans l'opposition et relativement autonome idéologiquement, et trouvait dans la lutte offensive dans l'usine une base matérielle et des formes unifiantes. La situation a changé quand la crise a fait peser sa menace, le PCI s'est engagé dans une perspective de participation au gouvernement, alors que les conquêtes mêmes des masses avaient démantelé de nombreuses structures unifiantes, (école, famille, etc.) et désarticulé la réalité de classe actuelle. Tout ceci n'a pas diminué le mouvement de contestation du système, mais en a accentué la sectorialisation, offrant des marges aux phénomènes irrationnels et de désagrégation. C'est pourquoi au moment où l'hégémonie du PCI augmente, les forces et les traditions qui, en son sein et à l'extérieur, seraient capables de construire une riposte, s'érodent.

Il serait illusoire de penser rompre ce cercle vicieux dans lequel se trouvent également nos organisations par un effort volontariste et centralisateur. Mais il serait tout autant illusoire de penser le rompre par un appel à la base, au bon sens des masses.

(...) Tenter de surmonter nos divisions en mettant au premier plan la construction d'un parti-réservoir, caractérisé presque uniquement par la dénonciation de la situation actuelle et par la prudence face aux organisations syndicales ne signifie pas retarder les choix. Cela signifie, comme cela arrive toujours avec l'empirisme, faire un choix inavoué. Privé d'une ligne et d'une structure capable d'orienter sa zone de développement, un tel parti deviendrait avant tout le point de rassemblement des résidus de la crise des groupes, il serait divisé par les luttes internes, il ne trouverait comme seul point commun que le chevauchage de quelques secteurs du mouvement.

Il ne serait pas seulement inadéquat, mais il contribuerait à la défaite.

Il faut emprunter une autre voie, il faut mettre au poste de commande non pas des médiations de sommet ni des appels à la base mythiques et quelque peu hypothétiques, mais une véritable production d'expériences et d'idées. Il faut surmonter l'illusion d'une agrégation de sigles comme ersatz de

croissance politique. La voie de la construction du parti n'est pas courte. Et elle ne peut pas être raccourcie par des improvisations organisationnelles construites sur une base politique trop fragile. Des erreurs de ce genre ont déjà coûté assez cher au PDUP dans le passé. Aujourd'hui elles seraient mortelles. C'est pourquoi l'unification entre AO et le PDUP doit repartir dans un cadre nouveau, en tenant compte, d'une part, de l'épuisement de l'expérience de chaque organisation et, d'autre part, de la possibilité d'une recomposition ()

Document signé en commun par 30 membres du Comité central de Avanguardia Operaia et 32 membres du comité central du PDUP. (Publié dans le Quotidiano dei Lavoratori du 22 février 1977.